COUR DU TRAVAIL DE BRUXELLES (8^{ème} ch.)
ARRÊT
Audience publique du 9 juin 2011
R.G. n° 2011/AB/182

CPAS - demandeurs d'asile Loi du 12.01.2007
Not 580,8°
Arrêt contradictoire Réouverture des débats le 7 juin 2012

En cause de:

Le CENTRE PUBLIC D'ACTION SOCIALE DE BRUXELLES,
dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles, Rue Haute, 298 A;

Partie appelante, représentée par Maître Legein Marc, avocat à Bruxelles,

Contre:

1. X, élisant domicile chez son conseil, Me Verbrouck C. domicilié à 1030 Bruxelles, rue des Palais 154,

Première partie intimée, représentée par Maître Melis K. loco Maître Verbrouck C., avocate à Bruxelles,

2. FEDASIL, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Chartreux, 21,

Deuxième partie intimée, représentée par Maître Dewulf A. loco Maître Detheux A., avocat à Bruxelles,

3. L'ETAT BELGE représenté par le Secrétaire d'Etat à l'intégration sociale, à la lutte contre la pauvreté, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Avenue Roi Albert 11, 30,

Troisième partie intimée, représentée par Maître Musoni Yvette loco Maître Uyttendaele N., avocat à Bruxelles.

La Cour du travail, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant:

Vu:

- la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, notamment l'article 24,
- la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale.

La Cour a pris connaissance des pièces de la procédure légalement requises et notamment :

- de la requête d'appel, reçue au greffe de la Cour du travail de Bruxelles le 21 février 2011, dirigée contre le jugement prononcé le 13 janvier 2011 par la 15^{ème} chambre du Tribunal du travail de Bruxelles,
- de la copie conforme du jugement précité notifié aux parties le 21 janvier 2011,
- des conclusions de Monsieur X, déposées au greffe le 5 avril 2011,

La cause a été plaidée et prise en délibéré à l'audience publique du 5 mai 2011 avec l'accord de toutes les parties. Madame G. COLOT, substitut général, a rendu un avis oral sur-le-champ. Les parties ont renoncé à leur droit de réplique.

1. Jugement entrepris

Le jugement entrepris déclare recevable et partiellement fondé le recours de Monsieur X. Il condamne :

- l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (FEDASIL) à payer un montant correspondant à une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale au taux isolé à titre de dommages et intérêts pour la période du 12 octobre 2010 jusqu'au jour qui précède le prononcé du jugement.
- le C.P.A.S. de Bruxelles à payer une aide sociale équivalente au revenu d'intégration sociale taux isolé à dater du jugement.

Il déclare par ailleurs la demande du C.P.A.S. à l'encontre de Fedasil recevable mais non fondée, et la demande du C.P.A.S. à l'encontre de l'Etat belge irrecevable à défaut d'intérêt.

Il condamne *in solidum* Fedasil et le C.P.A.S. aux dépens et accorde à Monsieur X l'assistance judiciaire gratuite.

II. Appel - demandes en appel

Le C.P.A.S. de Bruxelles soutient que le premier juge a, à tort, admis à son encontre la recevabilité d'un recours, qu'il estime prématuré, contre une « absence de décision du C.P.A.S. » ; il invoque que, pour statuer sur cette demande, il disposait d'un mois à compter de l'introduction de la demande du 5 novembre 2010 confiée à la poste sous pli recommandé le 6 novembre. Il estime que le recours est irrecevable, faute d'intérêt né et actuel.

Il invoque en outre que la compétence territoriale du C.P.A.S. n'est pas établie dès lors que Monsieur X n'a jamais fourni le moindre renseignement objectivant sa présence sur le territoire de la ville de Bruxelles. Il conteste enfin, à titre très subsidiaire, que Fedasil pouvait ne pas désigner de lieu obligatoire d'inscription et sollicite de mettre à néant la condamnation du C.P.A.S. par le premier juge, pour ce motif,

Il demande à la cour de :

- mettre à néant le jugement,
- déclarer la demande originaire irrecevable à l'encontre du C.P.A.S. de Bruxelles,
- débouter le demandeur originaire de ses prétentions à l'encontre du C.P.A.S.

Subsidiairement, le C.P.A.S. demande de

- déclarer Fedasil seul compétent pour allouer le bénéfice des aides sollicitées par la demanderesse originaire,
- condamner solidairement Fedasil et l'Etat belge à garantir le C.P.A.S. de toutes condamnations mises à sa charge,
- condamner solidairement, *in solidum*, chacun pour le tout, Fedasil et l'Etat belge à indemniser le C.P.A.S. de Bruxelles de toutes les conséquences dommageables en matière d'aide sociale pour les fautes commises à l'occasion de l'instruction des demandes d'asile de Monsieur X et plus particulièrement de l'absence de mise à disposition d'accueil ou de

désignation d'une ILA ou d'un C.P.A.S. en code 207 comme entre compétent pour allouer une aide dans le respect du plan de répartition ;

- allouer de ce chef au bénéficiaire du C.P.A.S. de Bruxelles une indemnité provisionnelle de 2.500 £ sous réserve de majoration en cours d'instance,
- condamner solidairement, in solidum, chacun pour le tout, Fedasil et l'Etat belge à mettre en œuvre le plan de répartition entre C.P.A.S. ;
- condamner solidairement, in solidum, chacun pour le tout Fedasil et l'Etat belge à tous les frais et dépens en ce compris les indemnités de procédure.

Dans des conclusions reçues au greffe le 5 avril, Monsieur X demande de confirmer le jugement.

III. Discussion

1. L'appel du C.P.A.S. est introduit par une requête reçue au greffe de la cour du travail le 21 février 2011. Le jugement entrepris lui a été notifié le 21 janvier. La requête est motivée. L'appel a été introduit dans le délai légal. L'appel est recevable,

2. A la demande du C.P.A.S., et avec l'accord des autres parties, la cause a été immédiatement plaidée sur le seul moyen fondé sur l'irrecevabilité du recours originaire au motif de son caractère prématuré. A titre subsidiaire, si le moyen n'était pas jugé fondé, le C.P.A.S. demande à la cour de procéder à une mise en état judiciaire.

3. Les faits utiles pour trancher la contestation dans le cadre limité de la présente mise en délibéré sont les suivants :

- Monsieur X, né à ... le 2 mai ... (Cameroun) a introduit une demande d'asile le 12 octobre 2010 ;

- Le même jour, Fedasil notifie à Monsieur X une décision de non désignation d'un lieu obligatoire d'inscription invoquant une saturation du réseau d'accueil (dossier demandeur d'aide, pièce 3) ; le document précise qu'il peut bénéficier d'une aide sociale à charge du C.P.A.S. de la commune où il est inscrit au registre d'attente ou au registre des étrangers, conformément à l'article 2, §5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale, et ce dans les conditions fixées à l'article 57 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale ;

- Le 13 octobre 2010, le conseil de Monsieur X écrit au C.P.A.S. de Bruxelles demandant d'enregistrer la demande d'aide sociale et de délivrer immédiatement un accusé de réception ;

- Le 14 octobre 2010, Monsieur X introduit auprès du Tribunal du travail de Bruxelles une requête unilatérale en extrême urgence demandant la gratuité de la procédure, et d'ordonner à Fedasil, à titre de mesure provisoire urgente, de l'héberger dans un centre d'accueil dans les 12 heures de la signification de la décision, et de lui fournir l'accueil tel que défini à l'article 2, 6°, de la loi sur l'accueil sous peine d'une astreinte de 500 euros par jour de retard à dater de la décision à intervenir; le Tribunal du travail rend un ordonnance d'irrecevabilité de la demande ;

- Par citation signifiée le 28 octobre 2010, Monsieur X cite Fedasil, le C.P.A.S. de Bruxelles, et l'Etat belge. Il demande :
- la condamnation solidaire des parties citées, le cas échéant avant dire droit, à lui fournir immédiatement un logement pour une période de six mois minimum sous peine d'une astreinte de 500 € par jour de retard à dater de la signification de la décision à venir;
 - la condamnation des parties citées à informer son conseil par fax du logement attribué;
 - la condamnation des parties citées à payer à titre de dommages et intérêts la somme de 75 € par jour de retard à dater du 12 octobre 2010 et jusqu'à l'attribution du logement ou de l'aide sociale demandée ;
 - à titre subsidiaire, de condamner le C.P.A.S. à payer pendant une période de six mois une aide sociale équivalente au ris à dater de la demande d'asile du 12 octobre 2010 et un prêt de 1000 € pour constituer une garantie locative ;
 - déclarer la décision exécutoire.

Le 5 novembre 2010, par recommandé, le conseil. de Monsieur X s'adresse au C.P.A.S. exposant que son client a introduit une demande d'asile le 12 octobre, qu'il s'est rendu auprès du C.P.A.S. le 13 octobre muni d'un courrier d'avocat et que sa demande ne fut pas actée et ce de manière illégale ; il confirme la demande d'aide sociale ;

Le jugement entrepris se prononce dans le cadre de cette dernière procédure.

4. Monsieur X se réfère à bon droit aux obligations d'un C.P.A.S. En effet :

- L'article 578 du Code judiciaire dispose que le Tribunal du travail connaît des contestations relatives à l'application de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale en ce qui concerne les contestations relatives à l'octroi, à la révision, au refus et au remboursement par le bénéficiaire de l'aide sociale et à l'application des sanctions administratives prévues par la législation en la matière.

La loi du 8 juillet 1971 (art.71) précise que toute personne peut former un recours auprès du tribunal du travail contre une décision en matière d'aide individuelle prise à son égard par le C.P.A.S. ou l'un des organes auxquels le conseil a délégué des attributions. De même, toute personne peut former un recours lorsqu'un des organes du centre a laissé s'écouler, sans prendre de décision, un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

La même loi (art. 58) impose au C.P.A.S. d'inscrire, le jour de sa réception, par ordre chronologique, dans un registre qu'il doit tenir à cet effet, toute demande d'aide soumise à sa décision. La demande peut être écrite ou verbale, et le C.P.A.S. doit adresser (ou remettre) un accusé de réception au demandeur.

Les éléments soumis à la cour permettent de constater que Monsieur Nana s'est adressé au C.P.A.S. avant de former un recours devant le Tribunal du travail, Le C.P.A.S. n'a pas accusé réception de la demande introduite par Monsieur X lorsque Monsieur X s'est présenté le 13 octobre muni d'un courrier de son conseil. Il ne dispose pas de la preuve officielle de cette présentation, étant l'accusé de réception de sa demande ; il a par contre reçu un carton reprenant l'adresse de la cellule d'aide sociale urgente. Le C.P.A.S. n'a pas non plus accusé réception de la demande formée par lettre recommandée en novembre par le conseil de Monsieur Nana, ce qui contribue à établir l'assertion d'une politique systématique du C.P.A.S.

de ne pas accuser réception de certaines demandes d'aide, dont celle présentée par Monsieur X, demandeur d'asile, le 13 octobre.

Le recours que la personne peut former devant le tribunal du travail contre une décision d'aide sociale prise à son égard par le C.P.A.S. peut être introduit dès que la décision existe.

Un refus délibéré de prise en compte d'une demande par un C.P.A.S. doit être assimilé à une décision de refus, qui ouvre le droit de recours prévu par l'article 578 du Code judiciaire. Monsieur Nana établit un intérêt né et actuel au moment où il introduit son action.

En conséquence, l'appel du C.P.A.S. est non fondé en ce qu'il soulève l'irrecevabilité de la demande originaire de Monsieur X à son encontre au motif du caractère prématuré d'un recours contre une absence de décision.

Il est réservé à statuer pour le surplus, et une mise en état judiciaire est ordonnée.

**PAR CES MOTIFS,
LA COUR,**

Statuant contradictoirement à l'égard des parties,

Dit l'appel du C.P.A.S. recevable,

Le dit non fondé en ce qu'il soulève l'irrecevabilité de la demande originaire de Monsieur X à son encontre au motif du caractère prématuré de cette demande,

Sursoit à statuer et ordonne une réouverture des débats pour le surplus des appels et des demandes en appel,

Invite les parties, en vue de cette réouverture des débats, à s'échanger et à remettre au greffe leurs conclusions, avec inventaire éventuel, ainsi que leur pièces, dans les délais suivants, sous peine que ces conclusions et/ou ces pièces soient écartées d'office des débats (Code judiciaire, art. 775) :

- FEDASIL, au plus tard le 5 septembre 2011,
- L'Etat belge, au plus tard le 14 octobre 2011,
- Monsieur X, au plus tard le 7 novembre 2011,
- Le C.P.A.S. (conclusions de synthèse) au plus tard le 16 décembre 2011,
- FEDASIL (conclusions de synthèse), au plus tard le 1er février 2012,
- L'Etat belge (conclusions de synthèse), au plus tard le 14 mars 2012,
- Monsieur X (conclusions de synthèse), au plus tard le 30 avril 2012.

Fixe la réouverture des débats à l'audience publique du 7 juin 2012 à 14h30 de la huitième chambre de la Cour du travail de Bruxelles (80 min de plaidoiries) siégeant place Poelaert, 3 à 1000 Bruxelles.

Réserve les dépens.